

# Limites de l'«antisémitisme» (2)

## Questions et réponses

### Qu'est-ce que le sionisme ?

Il existe toutes sortes de définitions du sionisme et toutes sortes de sionistes: religieux, athées, socialistes, de droite, de gauche, d'extrême droite, etc. Il ne me semble pas utile d'entrer dans le détail de toutes les nuances ou des divergences qui les séparent. Il suffit d'indiquer que le sionisme est une forme de nationalisme, donc une idéologie qui repose sur une communauté d'intérêts imaginaire entre des individus appartenant à des classes sociales différentes. Le sionisme tente de mobiliser de façon totalement acritique le peuple juif (à l'échelle internationale) et les citoyens juifs d'Israël derrière le gouvernement de l'État qui s'est édifié au Moyen-Orient depuis 1948.

### Existe-t-il un peuple juif?

**Oui.** Pour *Socialist Worker* (organe de l'international Socialist Organization américaine), les Juifs seraient uniquement les pratiquants d'une religion, au même titre que les catholiques, les protestants, les hindouistes ou les bouddhistes et il n'existerait donc pas de peuple juif. Par conséquent les Juifs n'auraient aucun «droit» à un État. Effectivement, si l'on nie qu'il existe un peuple juif, et que ce peuple a éventuellement droit à une terre quelque part sur la planète, il est bien plus facile de «résoudre» le problème... sur le papier. Malheureusement pour nos doctrinaires bornés, il existe bien un peuple juif, et aujourd'hui un peuple et un État israéliens. On ne peut plus revenir en arrière.

Mais il faut approfondir un peu le problème. Les marxistes défendent depuis toujours le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme une revendication démocratique qui pourrait éventuellement débloquer certaines situations inextricables. C'est ainsi, par exemple, que Trotsky envisagea un moment la possibilité que les Noirs américains créent leur propre État, face au racisme indépassable des Blancs. Ou que, d'un autre côté, Marx s'opposa aux luttes de libération nationale de certains peuples d'Europe centrale car elles ne lui semblaient pas aller dans le «sens de l'Histoire».

Aujourd'hui, on peut tirer le bilan de ces positions: les révolutionnaires socialistes n'ont eu aucune influence sur le développement des différentes luttes de libération nationale et le XX<sup>e</sup> siècle a vu apparaître de multiples nouveaux États indépendants. Apparemment, ce processus de morcellement en États-nations n'est pas terminé, y compris au sein de la vieille Europe où les mouvements autonomistes prospèrent, de l'Ecosse au Pays Basque et à la Catalogne en passant par la Corse. Cette volonté de repli sur soi, ce besoin d'identité locale, régionale ou nationale, s'est malheureusement avéré beaucoup plus fort que l'internationalisme prolétarien, la solidarité de classe entre les exploités.

On peut le regretter, dénoncer le nationalisme comme une impasse, mais comment fermer les yeux sur ce phénomène et s'étonner que le peuple juif ait voulu, lui aussi, avoir son État ? Rien n'exclut de penser que les Roms, minorité anti-étatique s'il en est jusqu'à présent, réclament un jour, eux aussi, d'avoir un État-nation quelque part sur la planète.

C'est donc dans ce cadre plus général qu'il faut situer la force du nationalisme juif, l'intérêt renouvelé de beaucoup de Juifs laïcs ou athées pour leur culture et leur religion, etc. A cette situation générale est venue s'ajouter l'élimination de 6 millions de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le génocide n'a pu que convaincre (définitivement ?) les Juifs qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes et que leur seul moyen de ne pas se faire massacrer encore une fois était de faire bloc, d'appuyer la constitution d'un État disposant d'une puissance militaire imposante et de conclure toutes les alliances militaires ou économiques possibles, y compris avec les États les plus crapuleux.

### **Le nationalisme des opprimés est-il moins nocif que le nationalisme des oppresseurs ?**

Ce qui se cache derrière le soutien souvent acritique aux mouvements de libération nationale, c'est à la fois l'idée que le nationalisme des vieilles nations serait plus nocif que celui des jeunes nations, mais aussi que les luttes de libération nationale pourraient accélérer l'avènement d'une révolution socialiste.

Cette analyse est totalement erronée.

Aucun mouvement de libération nationale victorieux dans les pays du tiers monde n'a débouché sur une révolution sociale. Quant à la domination coloniale ou impérialiste, elle a été remplacée par des dictatures implacables sur la classe ouvrière et les classes exploitées, de la Chine à l'Algérie en passant par Cuba. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne fallait pas s'opposer aux guerres coloniales, mais cela fixe les limites du soutien que l'on peut apporter aux luttes de libération nationale et surtout aux organisations qui en prennent la tête, et aux illusions que font naître ces mouvements. En clair: soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes oui, porter les valises des futurs exploités, non !

A moins que, à l'instar des gaullio-tiers-mondistes indémodables du *Monde diplomatique*, on veuille encenser des politiciens comme Nasser, Ben Bella, Torrijos, Chavez, Castro ou Noriega, en les parant de vertus socialistes ou anti-impérialistes que ceux-ci n'ont jamais eues.

### **Le sionisme est-il colonialiste ?**

**Oui.** Israël est une colonie de peuplement dont l'évolution ressemble à celle des États-Unis, de l'Australie, voire, par certains côtés de l'Afrique du Sud. Cette dernière comparaison est cependant dangereuse car la situation des Palestiniens en Israël n'a, pour le moment, aucun rapport avec celle des Africains noirs en Afrique du Sud avant la fin de l'apartheid et qu'elle criminalise dangereusement non seulement le gouvernement mais tous les citoyens israéliens. Israël s'est

construit sur l'expropriation violente des terres et des biens du peuple palestinien et ce processus ne s'est jamais arrêté.

### **Le sionisme est-il impérialiste ?**

Si l'on entend par là que l'État d'Israël a des visées expansionnistes, oui. Mais que dire alors de l'invasion du Koweït par l'Irak, du Liban par la Syrie, pour ne prendre que deux exemples dans la région ? Si l'on utilise le mot «impérialiste» dans le sens d'expansionniste, cela est vrai d'un nombre impressionnant d'États sur terre que les gauchistes ne passent pas leur temps à dénoncer à longueur de temps comme ils le font avec Israël.

Mais les gauchistes emploient ce mot dans un autre sens également: ils considèrent qu'Israël serait un «*valet de l'impérialisme américain*». Tout mouvement qui se réclame d'une idéologie nationale peut être amené à s'allier avec une ou plusieurs puissances dites impérialistes. C'est ce qu'ont fait le FLN algérien, le FNL vietnamien, tous les mouvements de guérilla d'Amérique latine et d'Afrique, l'État cubain, etc., avec l'impérialisme russe. C'est ce qu'ont fait les résistants afghans en acceptant l'aide américaine. Les gouvernements israéliens ont, eux, choisi l'impérialisme américain après avoir été directement aidés par les Soviétiques, au moment crucial de la création de l'État d'Israël, en 1948. Donc oui, l'État israélien a de fortes affinités avec les grandes puissances impérialistes, mais cela ne fait pas de lui un impérialisme au sens économique et financier du terme. Ou en tout cas, il faudrait le démontrer, chiffres à l'appui, et ne pas se contenter d'invectives.

### **Le sionisme est-il raciste ?**

Toute idéologie nationaliste peut, à un moment ou un autre, employer des arguments racistes. Et tout État national utilise à un moment ou un autre l'arme de la xénophobie ou du racisme. Le nationalisme, l'État et le racisme marchent parfois ensemble, parfois séparément, mais il n'existe aucune incompatibilité majeure entre les trois. C'est d'ailleurs pourquoi les révolutionnaires sont favorables à la disparition des nations, des frontières et des États.

Donc, oui le sionisme a une dimension raciste potentielle, mais comme n'importe quelle autre idéologie nationale et nationaliste, y compris celle des Palestiniens, et **pas davantage qu'une autre**. Signalons d'ailleurs qu'au sein même d'Israël il existe de puissants préjugés racistes entre les Juifs eux-mêmes, préjugés dénoncés depuis des dizaines d'années par les Juifs orientaux ou éthiopiens, et sources de discriminations réelles en Israël.

Cependant, souligner constamment les tendances racistes du sionisme, tout en faisant l'impasse sur les tendances racistes des nationalistes palestiniens est extrêmement dangereux. L'utilisation systématique de cet argument est relativement nouvelle<sup>1</sup>, comme l'a montré la conférence internationale de Durban

---

<sup>1</sup> En fait, ce n'est pas exact dans la mesure où cet argument est né et s'est développé en URSS dans les années 50 puis 60.

sur le racisme où Israël fut condamné comme un État raciste par la majorité des présents. Ceux qui veulent absolument démontrer que le sionisme est une idéologie raciste jouent sur l'indignation morale qu'a suscitée le judéocide et essaient de la retourner contre Israël. Ce procédé est crapuleux car il aboutit, par touches successives, à faire un parallèle entre sionisme et nazisme. Et c'est justement ce qu'ont fait *Socialist Worker* en comparant les Palestiniens de Jenine aux Juifs du ghetto de Varsovie et *Socialisme* en juxtaposant des photos de soldats nazis et israéliens. De telles comparaisons ne sont pas du tout innocentes, car elles constituent une des armes favorites des négationnistes et des antisémites qui veulent à tout prix montrer que les Juifs sont aussi racistes que les autres, voire davantage.

Enfin, à force d'être banalisée, l'accusation de racisme devient une espèce de tarte à la crème qui lui enlève tout sérieux aux yeux de la majorité de la population, renforçant le nouveau credo des réactionnaires qui prêchent, sur le ton du bon sens, que tout le monde est raciste, et que l'on ne pourrait rien y faire.

### **Un Etat ou deux États ?**

*Socialist Worker* prône la création d'un État qui regrouperait Juifs et Palestiniens. Sa position est incohérente. On ne peut pas à la fois prétendre que les Juifs ne seraient que les pratiquants d'une «religion», qu'ils occupent un territoire «étranger», que leur État est «raciste», «colonialiste» et fait le jeu de «l'impérialisme», et en même temps croire que les Juifs pourraient demain vivre sur le même territoire que les Palestiniens. *Socialist Worker* n'emploie même pas le terme d'État binational, ce qui est logique, puisqu'il nie qu'il existe un peuple juif et donc une nation juive.

Si les Juifs d'Israël sont les «pieds noirs» de la Palestine, ou bien une simple bande de religieux fanatiques ou illuminés, alors il faut en tirer la conclusion: ils doivent retourner dans les métropoles «impérialistes» d'où ils sont partis, comme c'est arrivé aux centaines de milliers de Français qui vivaient en Algérie ou aux Portugais qui habitaient l'Angola, le Mozambique ou la Guinée-Bissau. Rappelons que ce fut le credo de l'OLP pendant des dizaines d'années (cf. les déclarations de Choukeiry qui voulait «jeter les Juifs à la mer»), que son timide changement de position n'est que très récent (1988), et que c'est toujours la position des organisations terroristes comme le Hamas et le Djihad islamique qui posent des bombes en Israël.

*Socialist Worker* le sait bien, mais il évite soigneusement de poser le problème. Et pour rendre la situation encore plus inextricable, il se réfugie derrière une résolution de l'ONU qui, si elle énonce un droit parfaitement juste, est inapplicable. On voit mal comment les 4 millions de Palestiniens de la diaspora pourraient récupérer les terres et les maisons dont ils ont été expropriés ainsi que les emplois dont ils ont été privés. Où iraient les expropriateurs, c'est-à-dire les Israéliens ? Autant le versement d'une indemnisation semble raisonnable, autant le «droit au retour» est une aberration pour les Palestiniens – mais aussi pour les

Juifs du monde entier.

Les Juifs ont constitué un État en s'appuyant sur la force, comme tous les peuples qui ont cherché à avoir un territoire à eux. La légende sioniste veut qu'ils soient arrivés dans une région inhabitée mais, aujourd'hui même, une partie des historiens israéliens ont démonté ce grossier mensonge. Les compromis auxquels il faudra bien arriver un jour seront forcément douloureux et injustes pour les deux parties. Les Israéliens n'occupent pas un pays étranger et la situation est plus complexe qu'une occupation coloniale classique d'un lointain territoire. Les frontières de l'État d'Israël sont par nature extensibles puisque, au départ, ni cet État ni l'État de Palestine n'avaient d'existence reconnue et par conséquent de frontières claires. Vu la situation actuelle, et l'idéologie nationaliste qui mobilise les deux peuples concernés, il semble impossible de concevoir que Palestiniens et Israéliens puissent vivre dans un même État. Il faudra donc bien (pour une période indéterminée et même si ce n'est pas une solution idéale) deux États et non un seul.

### **L'Etat d'Israël fabrique-t-il de l'antisémitisme ?**

**Non**, cette accusation est absurde. Ou bien seulement dans le sens où tous les États fabriquent de l'hostilité contre leurs ressortissants lorsque leurs armées commettent des actes criminels. [La France l'a découvert en 2023, au Burkina, au Mali et au Niger.] L'intervention armée des Etats-Unis en Serbie, en Afghanistan, en Irak ou en Somalie fabrique de l'anti-américanisme: de nombreuses personnes, de toutes tendances politiques, méprisent globalement les Américains. Mais on pourrait dire aussi que Chirac, en ce moment, suscite des réactions anti-françaises en Côte d'ivoire ou que Mitterrand en a provoquées auparavant en Afrique et au Moyen- Orient.

C'est donc aux révolutionnaires de répéter inlassablement que l'on ne peut amalgamer les citoyens d'un État avec la politique de leur gouvernement et de faire connaître le combat des Israéliens qui s'opposent à leur gouvernement et luttent pour la paix, quitte à risquer la prison dans leur pays et à être considérés comme des traîtres par leurs compatriotes.

Et c'est aux révolutionnaires d'expliquer les différences entre Israéliens (citoyens d'Israël), Juifs (membres du peuple juif) et juifs (pratiquants du judaïsme). Les crétins antisémites sont en fait mobilisés par leurs pulsions racistes et non par les actes criminels de l'armée israélienne.

Ce n'est pas l'État israélien qui fabrique l'antisémitisme, ce sont les antisémites eux-mêmes. La lutte contre l'antisémitisme a besoin d'explications sérieuses sur les origines du racisme, pas de raisonnements tordus, à l'allure d'excuses.

### **L'État d'Israël va-t-il «nous» entraîner dans la guerre, voire dans une guerre mondiale ?**

Cette façon de poser la question révèle une des principales raisons pour lesquelles le conflit israélo-palestinien suscite tant de passions en France, alors

que cet affrontement, mineur par la taille des populations directement impliquées, demeure marginal et que d'autres conflits sont infiniment plus meurtriers sur la planète. Comme le disait la chanteuse Noa (par ailleurs fille d'Iztak Rabin): «*En Israël, plus de gens meurent à cause des accidents de la route qu'à cause des attentats.*» L'importance de l'affrontement israélo-palestinien se mesure plutôt à sa durée, au nombre de réfugiés et d'exilés concernés (plusieurs millions) et surtout à sa portée symbolique.

Beaucoup de gens ont l'impression que le monde occidental pourrait se trouver au bord du chaos ou en tout cas menacé par le terrorisme, à cause d'Israël (en clair à cause des «Juifs»), Le milliardaire Ben Laden les renforce dans cette vision en feignant de s'intéresser au sort des Palestiniens, c'est-à-dire en instrumentalisant leur situation, à l'instar de tous les dirigeants arabes. Mais, comme ils l'ont toujours fait, il les oubliera à la première occasion. L'absence de militants palestiniens dans les réseaux d'Al Qaida semble indiquer (pour le moment) qu'ils ne sont guère dupes de la démagogie du personnage.

Traiter de la guerre à propos d'Israël, c'est toucher au problème de l'origine profonde des guerres. Même si cet État n'était pas né en 1948, les rivalités seraient très fortes dans cette région, qui connaît, depuis l'effondrement de l'empire ottoman, une situation d'instabilité géopolitique considérable.

On le doit largement à l'action des grandes puissances impérialistes du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, qui ont cherché à se tailler des zones d'influence, à s'approprier des marchés et à contrôler les gisements de pétrole. La liquidation de toute puissance régionale et l'émiettement en États locaux plus ou moins artificiels favorisent les interventions extérieures et attisent les raisons de conflits internes.

Ainsi, la guerre la plus grave dans la région, qui s'est produite indépendamment de l'existence d'Israël, a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988. Elle a représenté pour les pays impliqués une saignée équivalente à celle causée par la Première Guerre mondiale en Europe.

Tous les États occidentaux, ainsi que l'URSS, ont soutenu l'agression irakienne contre le régime islamiste iranien. L'État français y fut même cobelligérant, en prêtant des avions de guerre et des pilotes à l'Irak. Les attentats terroristes de 1986 furent d'ailleurs une conséquence du contentieux de l'État français avec l'État iranien, aggravé par la question d'un financement que les Français ne voulaient pas restituer. Qui dans ce pays a dénoncé cette désastreuse diplomatie ?

On peut admettre que l'existence d'Israël et sa dépendance économique totale vis-à-vis des États-Unis compliquent la situation, mais elles ne sont pas à l'origine des tensions multiples qui déchirent la région, bien que les dirigeants de Tel Aviv essaient d'en jouer. Ceux qui voudraient prendre Israël comme bouc émissaire, et voir en lui l'obstacle à la paix dans le monde, oublient les deux guerres mondiales, la guerre froide et toutes les guerres coloniales depuis un siècle.

Pour poser la question autrement, Israël fait-il ou non partie du monde occidental ? Et si c'est bien le cas, ce fragment imbriqué dans le monde arabo-

musulman peut-il aspirer le monde occidental dans un conflit avec l'ensemble de cette aire ? Quoi qu'il arrive, tout se passe comme si l'Europe avait tenté de résoudre son problème avec les Juifs sur le dos des Palestiniens. La responsabilité historique des Européens est donc encore plus lourde que celle des Américains. L'aggravation de la situation en Palestine n'est pas le produit d'un machiavélique cynisme chez quelques politiciens israéliens, ni de l'inconscience criminelle d'un Arafat. Ces gens-là prospèrent plutôt sur un terreau de problèmes inextricables que *tous nos* gouvernants ont tissé depuis un ou deux siècles. Comme nous persistons à les laisser en place, il n'y a aucune raison que les choses s'arrangent.

### **Le rassemblement des Juifs dans un Etat séparé constitue-t-il une démission devant l'antisémitisme ?**

**Non.**

Pendant quelques dizaines d'années, des centaines de milliers d'ouvriers et d'intellectuels juifs ont cru au socialisme, voire à la révolution sociale. Aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord et en Amérique latine, le mouvement ouvrier a compté de très nombreux militants et théoriciens juifs, athées et révolutionnaires, aussi bien dans les mouvements anarchistes que marxistes. Mais vu la passivité ou l'inefficacité du mouvement ouvrier international devant les persécutions et les massacres des Juifs, notamment avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, on peut comprendre que la majorité des Juifs aient tiré un constat d'échec des tentatives d'une forte minorité d'entre eux de résoudre la prétendue «question juive» par une révolution socialiste.

Le moins qu'on puisse dire est que l'Union soviétique, considérée pendant des décennies comme un exemple par l'immense majorité des gens de gauche sur la planète, n'a pu que servir de repoussoir, vu l'importance de l'antisémitisme dans ce pays et la façon dont les staliniens l'ont utilisé, y compris dans les démocraties populaires.

Ce que les gauchistes demandent aux Juifs c'est de leur faire confiance les yeux fermés, de croire que les petits groupuscules révolutionnaires, si jamais leurs idées s'emparaient des masses, ne commettraient pas les mêmes crimes et rendraient, pourquoi pas, l'humanité meilleure. C'est beaucoup demander, non ?

Surtout lorsqu'on sait qu'une (infime) partie des négationnistes français vient des rangs de l'extrême gauche. Cette même extrême gauche n'hésite pas à défilé avec des groupes qui brandissent les drapeaux du Hamas et qui crient «Mort aux Juifs» dans les rues de Paris. Encore récemment, le samedi 12 octobre 2002, un appel à manifester en «solidarité avec les Palestiniens», appel signé par des dizaines d'organisations d'extrême gauche et de gauche dénonçait justement la politique israélienne actuelle mais ***sans mentionner une seule fois les attentats terroristes*** qui ont fait des centaines de victimes en Israël. De plus, qui peut affirmer sérieusement que l'antisémitisme disparaîtrait dans un monde socialiste, si jamais celui-ci voit le jour ?

Enfin, il est faux de prétendre que l'État israélien ne combat pas

l'antisémitisme. Au contraire, il ne fait que cela depuis 50 ans. Il mobilise toutes les énergies contre l'antisémitisme à l'échelle internationale.

Que cette propagande ne fasse pas disparaître l'antisémitisme, c'est une évidence (mais quelle propagande le pourrait ?); qu'elle ait imposé des limites à son expression publique dans les pays démocratiques occidentaux est difficilement contestable.

**Entre les Palestiniens et le colonialisme (ou l'impérialisme), qui doit-on soutenir ?**

Vu la façon dont la question est posée, les Palestiniens, bien sûr, mais tout dépend de ce que l'on entend par là. Le peuple palestinien ou l'OLP?

En fait, cette façon de poser les problèmes n'est que la reprise d'un vieil argument que les staliniens et la bourgeoisie internationale utilisaient déjà pendant la guerre froide: «*Qui n'est pas avec nous est contre nous.*»

Il est curieux que ce genre de raisonnement soit repris par les sympathisants d'un courant politique qui est justement né du refus de choisir entre l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. *Socialist Worker* est le journal de l'international Socialist Organization dont les ancêtres se sont battus dans les années 1940, 1950 et 1960 à la fois contre les staliniens et contre la bourgeoisie américaine.

Aujourd'hui et demain, comme hier, il n'y a aucune raison de choisir entre Sharon et Arafat, entre la corde et le peloton d'exécution. Si, un jour, une solution se dessine entre Israéliens et Palestiniens, elle se fera contre les nationalistes des deux côtés, sionistes, membres de l'OLP ou des mouvements intégristes. Alors autant annoncer dès maintenant la couleur – si c'est ce que l'on pense mais que l'on n'ose pas dire pour des raisons tactiques.

**L'Autorité palestinienne est tout autant l'ennemi du peuple palestinien que les partis de droite et de gauche israéliens actuels sont les ennemis du peuple juif.**

(Yves Coleman, *Ni patrie ni frontières* n° 2, décembre 2002)